

L’Immigration japonaise dans l’État du Paraná (Brésil) après la Seconde Guerre mondiale : les *Cotia Seinen* et la communauté *nikkei* de Castro

Anthony DO NASCIMENTO
Tokai University

Abstract

Japanese immigration to Brazil began in 1908 and lasted until the late 1970s. This immigration can be divided into two waves: a Prewar wave, that lasted until the outburst of the Pacific war (1942), during which approximately 190,000 Japanese migrants entered Brazil, especially in the State of São Paulo; and a Postwar wave, starting in 1953, which was less important in number (more than 50,000 entries) and mainly took place in the Southern part of Brazil, including the State of Paraná. However, little attention has been paid so far to the Japanese Postwar immigration in Southern Brazil, and especially the State of Paraná. This paper will describe the historical process of Postwar Japanese in Paraná, by paying a special attention to the installation of Japanese colonists, the so-called *Cotia Seinen*, in the municipality of Castro, where they contributed to the development of the agricultural sector and created a new Nikkei community.

Keywords : immigration japonaise, Brésil, Paraná.

1. Introduction

Le Brésil connut deux vagues d’immigration japonaise au cours du 20^{ème} siècle. La première commença en 1908 et s’acheva en 1942, amenant avec elle près de 190 000 travailleurs nippons qui, dans les premiers temps, embauchèrent comme main-d’œuvre agricole (*colono*) sur les plantations de café de l’État du São Paulo. À partir de 1925, le gouvernement japonais encourage une émigration de colonisation : Tokyo prend en charge le voyage des migrants vers des colonies agricoles installées sur des terres acquises par leur gouvernement. À l’aube de la Seconde Guerre mondiale, presque tous les immigrés japonais et leurs descendants (les *Nikkeijins*) vivent dans le São Paulo où ils se vouent à l’agriculture (voir par exemple Lone, 2001 ; Saito, 1960 ; Handa, 1987).

La seconde vague débuta en 1953, soit un an après le rétablissement des liens diplomatiques entre le Japon et le Brésil. Cette vague atteignit son pic en 1960, avant de décliner rapidement en raison, d'une part, de l'amélioration considérable du niveau de vie au Japon et, d'autre part, de la détérioration des conditions économiques au Brésil. Au début des années 1980, près de 54 000 Japonais avaient immigré au Brésil. La plupart des immigrants de la seconde vague furent des travailleurs qualifiés qui se rendirent au Brésil en vue de s'y établir définitivement en tant qu'agriculteurs indépendants. À la fin des années 1970 la majorité des immigrants japonais et des *Nikkeijins* vivaient dans les États du São Paulo (75%) et du Paraná (18%), ainsi que dans d'autres États méridionaux (Santa Catarina et Rio Grande do Sul) (Tigner, 1981, 471). Ces données confirment que l'immigration japonaise au Brésil fut, comme l'allemande, l'italienne et la polonaise, un phénomène méridional intimement lié au développement et à la croissance des États du Sud (Oliveira, 2017, 4 ; Sims, 1972, 256-257).

Dès le début du 20^{ème} siècle, les États méridionaux du Brésil, tel que le Paraná, avaient entrepris d'attirer des paysans-colons européens pour l'occupation et la mise en valeur des terres vierges. Cette entreprise de colonisation permit à la Région Sud d'augmenter considérablement sa production de denrées alimentaires et ainsi de réduire sa dépendance au São Paulo. Après la Seconde Guerre mondiale, le Paraná donna un nouvel élan au développement de son secteur agricole : la superficie des terres cultivables fut considérablement élargie et de nouveaux fronts pionniers s'ouvrirent où on se lança dans la culture de produits autres que le traditionnel café. Les Japonais se joignirent au mouvement et cela s'observe dans les chiffres : la population nipponne du Paraná passa de 7 705 individus en 1940 à 23 979 en 1960 (Yamochi, 1998, 81).

La deuxième vague migratoire japonaise était composée pour plus de la moitié (51,2%) de *yobiyose imin*, c'est-à-dire de « migrants appelés » par un proche parent déjà installé au Brésil (Tigner, 1981, p.49-50). Quant aux autres immigrants japonais, ils immigrèrent au Brésil à la faveur de programmes encadrés par leur gouvernement. Parmi ces programmes figurait le *Cotia Seinen Imin* (« L'Émigration des jeunes pour Cotia »). Ce programme visait à apporter du sang neuf à la Coopérative Agricole de Cotia (CAC), créée en 1927 par des immigrants japonais dans le but de soutenir les petits et moyens agriculteurs nippons du São Paulo. Les *Cotia Seinen* (« Jeunes de Cotia ») étaient des travailleurs spécialisés que l'on implanta principalement dans l'État du São Paulo pour grossir les rangs des exploitations affiliées à la CAC. Dans le même temps, une poignée des *Cotia Seinen* tentèrent l'aventure dans l'État du Paraná, notamment dans la municipalité de Castro où, malgré leurs faibles nombres, ils connurent un franc succès et donnèrent naissance à une communauté *nikkei* encore active à ce jour.

L'immigration japonaise au Brésil après la Seconde Guerre mondiale n'a guère attirée l'attention des chercheurs, sinon de manière secondaire dans des ouvrages dédiés à certains aspects de la présence japonaise au Brésil (Saito, 1960 ; Ohara, 1967 ; Tigner, 1981 ; Handa, 1987 ; Mita 2009 ; Maruyama 2010 ; Miteva, 2020). Quant à l'immigration japonaise dans l'État du Paraná, à l'exception d'un mémoire de master en portugais (de Andrade, 1975) et de deux publications académiques en japonais (Ushikubo, 1972 ; Yamochi, 1998), la question n'a fait l'objet d'aucune recherche approfondie. On pourrait en dire de même de l'histoire de la CAC et du rôle joué par les *Cotia Seinen* dans le développement agricole de l'État du Paraná. Seule une publication commémorative, rédigée par les membres de l'Association Centrale des Coopératives Industrielles de Cotia (ACCIC) et remise à jour tous les dix ans, nous fournit quelques informations historiques sur la CAC (Kinenshi Henshû Inkai, 2015). Viennent s'ajouter deux publications académiques qui brossent un bref portrait historique de la coopérative (Kanda, 2000 ; Suzuki, 2019). Pour l'heure, la communauté *nikkei* de Castro ne fait l'objet que d'un rapport d'enquête de terrain rédigé en japonais et publié en revue académique – mais qui a quand même le mérite d'offrir un aperçu de qualité sur l'histoire et la vie culturelle des *Nikkeijins* de Castro (Kinenshi Henshû Inkai, 2015 ; Namura, 2017).

Cependant, deux enquêtes de terrain menées en 2018 et 2019 à Castro ainsi que la compulsation de documents relatifs à la question nous ont convaincu de l'importance d'étudier plus à fond l'histoire de cette communauté *nikkei* de Castro, et ce afin de comprendre pourquoi et comment cette communauté, pourtant faible en nombre, a pu prospérer au point de contribuer au développement agricole du Paraná. Ainsi, le but principal de cette note de recherches sera de replacer la naissance et le développement de la communauté *nikkei* de Castro dans son contexte historique afin d'identifier les facteurs à l'œuvre lors de son émergence.

Notre exposé s'articulera autour de deux parties. La première partie consistera en un aperçu historique de l'immigration japonaise au Brésil après la Seconde Guerre mondiale, avec une attention particulière portée à la Coopérative Agricole de Cotia (CAC). La seconde partie sera entièrement dédiée à l'histoire de la communauté *nikkei* de la municipalité de Castro. Notre étude reposera sur l'exploitation d'un fonds documentaire relatif à l'histoire de la communauté japonaise du Paraná, à la CAC et à la communauté *nikkei* de Castro, et qui sera complété par quelques interviews effectuées aux mois d'août 2018 et 2019 dans la ville de Castro et ses environs.

2. Aperçu historique de l'immigration japonaise dans le Brésil après la Seconde

Guerre mondiale.

2.1. Après-guerre et promotion de l'émigration.

Au lendemain de la guerre, le Japon était à genoux. La fuite en avant des élites militaires et les bombardements intensifs de l'armée américaine avaient eu raison des bases sociales et économiques du pays. Sur le plan politique, la situation n'était pas meilleure : après la signature des actes de capitulation du 2 septembre 1945, le Japon passait officiellement sous occupation américaine. Cette occupation ne prit fin que le 8 septembre 1952, date de signature du traité de paix de San Francisco, en vertu duquel le Japon recouvrait sa souveraineté et le droit – tout relatif – d'assurer sa défense. En outre, au lendemain de la guerre, le pays dut rapatrier pas moins de 6 300 000 nationaux, combattants et civils, depuis son ancien empire colonial. Cet afflux soudain de bouches à nourrir dans un pays à cours de denrées alimentaires, qui par ailleurs connaissait une hausse constante des naissances en raison de l'amélioration des conditions d'hygiène, généra une crise démographique que le gouvernement entendit résoudre en encourageant à nouveau l'émigration ultramarine (Iacobelli, 2017). Ajoutons, avec Iacobelli, que des motifs d'ordre économique et diplomatique présidaient également au choix du Japon d'investir dans l'envoi de ses citoyens à l'étranger. Du point de vue économique, l'implantation de ressortissants à l'étranger semblait pertinente, car elle offrait la possibilité d'ouvrir de nouveaux canaux pour l'import-export. Du point de vue diplomatique, l'émigration était vue comme un moyen de promouvoir l'image d'un « nouveau Japon » sur la scène internationale : celui d'un pays pacifique souhaitant désormais contribuer au développement des autres nations (Ibid. 2017 : 42-43).

Après avoir recouvré sa souveraineté en 1952, le gouvernement nippon décida donc de renouveler son soutien actif à l'émigration. L'Amérique Latine, et notamment le Brésil où, contrairement aux États-Unis d'Amérique du Nord, nulle législation n'interdisait l'immigration japonaise, s'imposa comme la meilleure destination. Ainsi, en 1953, le ministère des Affaires étrangères du Japon (MAEJ) se dota d'une Section de l'émigration et, l'année suivante, participa à la création d'une Fédération des Associations Japonaises de l'Émigration (FAJE). La FAJE était chargée de recruter, de former, d'envoyer et d'implanter de nouveaux immigrants au Brésil ainsi que de financer le voyage des candidats au moyen de prêts et de subventions. Quant à la Section de l'émigration, sa mission était multiple : conduire des recherches de terrain, organiser des conférences sur l'émigration et superviser la formation agricole des candidats. En 1958, Tokyo dessinait les contours d'un plan migratoire quinquennal ambitionnant de faire migrer pas moins de 100 000 Japonais vers l'Amérique Latine. (Ohara, 1967 : 17-20 ; Tigner, 1981 : 472-473).

Or, malgré tous les efforts déployés par le gouvernement japonais, à partir des années 1960 l'émigration déclina brutalement, et ce pour deux raisons : d'une part, l'amélioration rapide des conditions de vie au Japon, qui rendait l'émigration moins attrayante ; d'autre part, l'aggravation des conditions économiques au Brésil, mais aussi – fait rarement souligné – la volonté des élites brésiliennes de protéger l'emploi national en encourageant les migrations internes vers les secteurs en manque de main-d'œuvre (Miteva, 2020).

2.2 L'émigration japonaise au Brésil après la Seconde Guerre mondiale : *yobiyose imin* et programmes d'émigration.

2.2.1 *Yobiyose imin* ou « migrants appelés »

Les *yobiyose imin*, « migrants appelés » par un proche parent déjà installé au Brésil, formèrent la majorité des entrées japonaises (51,2%) après la Seconde Guerre mondiale. Ils rendirent au Brésil en faisant appel à des agents privés de l'émigration. Conformément à la législation migratoire brésilienne de 1934, cette immigration libre fut composée exclusivement d'agriculteurs (Ohara, 1967)

2.2.2 Les programmes d'émigration japonais

Faute d'accords officiels autour des migrations entre le Japon et le Brésil, l'autre moitié de l'émigration fut organisée dans le cadre de programmes semi-publics, pour la plupart supervisés et réglementés par l'État japonais (Endoh, 2010 ; Iacobelli, 2017). En effet, ce n'est qu'en 1960 que les deux pays signèrent une Convention sur les Migrations Nippo-Brésiliennes (*Nippaku Imin Kyôkai*). Ce texte fut cependant peu suivi d'effets car, rappelons-le, au début des années 1960, l'immigration japonaise au Brésil avait déjà amorcé une période de déclin (Maruyama, 2010 : 170 et s.).

Les « immigrés Tsuji » et « immigrés Matsubara » furent les deux premiers contingents d'immigrés japonais à entrer au Brésil après la guerre. Ces projets furent initiés par deux Japonais résidant au Brésil, Kotaro Tsuji et Yasutaro Matsubara, qui en négocièrent les modalités directement auprès du Président Vargas avec qui ils étaient en bons termes. Les « immigrés Tsuji » (dix familles) arrivèrent en février 1953 pour aller cultiver le jute dans le bassin amazonien. Quant aux « immigrés Matsubara » (22 familles), ils entrèrent au Brésil en juillet 1953 pour rejoindre la Colonie Dourados, installées dans le Mato Grosso do Sul.

Après la guerre, le gouvernement brésilien inaugura de nouveaux canaux pour l'immigration japonaise. Via la Coopérative des Séricicultures Pauliste, le Brésil parraina l'introduction de 248 immigrés japonais chargés d'opérer des fermes à soie entre le nord

et le centre-ouest du pays. Cette « immigration de la soie » commença en 1954 et s'acheva en 1961. Le voyage des migrants fut entièrement financé par le gouvernement japonais (Ibid.).

Tokyo envoya également plusieurs équipes de techniciens spécialisés via son programme des « Brigades des Jeunes pour le Développement Industriel » (*Sangyō Kaihatsu Seinentai*). Après le suivi d'une formation technique supervisée par le ministre de la Construction (ministère du Territoire, des Infrastructures et des Transports), les candidats furent conduits au Brésil par l'Association Centrale des Coopératives Agricoles de l'État du São Paulo dans le but d'apporter leur aide au développement du secteur industriel du pays. Entre 1956 et 1965, ce sont ainsi 301 jeunes techniciens japonais, tous célibataires, que le Japon fit parvenir au Brésil (Mita, 2018 : 143).

2.2.3. Le programme d'émigration *Cotia Seinen Imin*

Parmi tous les programmes migratoires lancés après la guerre, le *Cotia Seinen Imin* (Les Jeunes Émigrés pour Cotia ; plus loin CIS) fut à n'en pas douter le plus important. Le CIS fut encouragé et aidé par le gouvernement japonais qui voyait en lui un moyen de régler partiellement le problème des cadets déshérités des familles paysannes en leur offrant l'opportunité de devenir cultivateurs indépendants au Brésil. Du point de vue de la présence japonaise au Brésil, ce programme visait avant tout à apporter du sang neuf à la Coopérative Agricole de Cotia (CAC)¹ (Maruyama, 2010).

La CAC fut fondée en 1927 dans la proche banlieue de São Paulo, à Moinho Velho (municipalité de Cotia), par des immigrants japonais qui désiraient y développer la culture de la pomme de terre². La CAC se spécialisa d'abord dans la culture de la pomme de terre de semence (*batata*), avant d'étendre ses activités à d'autres cultures (fruits et légumes). La coopérative regroupait des petits et moyens agriculteurs japonais qu'elle

¹ Le Brésil garantissait à tous les travailleurs, nationaux ou étrangers, le droit de créer des coopératives et des syndicats. La première coopérative japonaise du Brésil fut fondée en 1919 à Uberaba, dans l'État du Minas Gerais : il s'agit de l'Association Industrielle Brésil-Japon (*Nippaku Sangyō Kumiai*) (Suzuki, 2019 : 45-46).

² En 1926, Miura Chisato (1881-1945), propriétaire et directeur du *Nippaku Shinbun* publia un article sur les cultures de pommes de terre opérées par des immigrants japonais. Dans ce texte il attirait l'attention sur le fait que les producteurs des pommes de terre du village de Cotia devaient impérativement créer une coopérative agricole pour se munir des infrastructures nécessaires au stockage et au transport de leur production. Selon Suzuki, c'est la lecture de cet article qui décida les cofondateurs de la Coopérative Agricole de Cotia à passer à l'action (2019 : 46).

entendait protéger face aux grandes exploitations brésiliennes en leur offrant un circuit privilégié de stockage et de distribution. En 1937, soit dix ans seulement après sa création, la CAC comptait plus de 13 000 membres, devenant ainsi la première coopérative agricole du Brésil. Durant la Seconde Guerre mondiale, en conformité des lois brésiliennes sur les possessions des ressortissants de l'Axe (Allemagne, Italie et Japon), la direction de la CAC passa aux mains de cultivateurs brésiliens (souvent d'origine japonaise). Pour autant, cet intérim n'affecta en rien la CAC, qui poursuivit sa croissance (Kanda, 2000).

À partir de 1951, la coopérative élargit sa zone d'opération aux États voisins du Sud, tel qu'entre autres le Paraná. En 1952, près de 5 000 agriculteurs, principalement des *Nikkeijins*, étaient affiliés à la CAC. À la même époque, la coopérative entreprit l'élevage de volaille, ce qui lui valut d'agrandir considérablement son parc foncier et d'accentuer sa présence sur les fronts pionniers du Brésil méridional. En 1954, la CAC devint la *Cooperativa Central Agricola Sul-Brasil*, une dénomination qui montre à nouveau que l'immigration et la colonisation japonaise au Brésil étaient des phénomènes méridionaux qui avançaient avec la frontière agricole vers le sud du pays (Ibid.).

Au sortir de la guerre, la direction de la CAC ressentit le besoin d'apporter du sang neuf afin de soutenir son développement. Pour ce faire, ses membres élaborèrent un programme migratoire visant à attirer des agriculteurs spécialisés depuis le Japon. C'est ainsi que le programme *Cotia Seinen Imin* vit le jour. Pour être éligibles au programme, les candidats devaient être âgés de plus de 18 ans, pour les diplômés des lycées agricoles, ou avoir au minimum 21 ans, pour les élèves du cursus général (qui devaient, en outre, justifier d'une expérience dans le domaine agricole). L'âge limite des candidats était fixé à 24 ans. Avant leur départ, les émigrants recevaient une formation englobante (langues étrangères et savoirs généraux) mettant l'accent sur l'étude des matières agricoles (cultures, horticulture, élevage, génie civil, science du sol, arpentage, météorologie, comptabilité agricole, etc.). Enfin, les centres en charge de cette formation dispensaient aussi un enseignement pratique destiné à familiariser les migrants avec les techniques agricoles. Consécutivement à leur arrivée au Brésil, les immigrés devaient travailler pendant quatre ans sous la supervision d'un instructeur (*patrão*) membre de la coopérative. À l'issue de ces quatre années de formation, les *Cotia Seinen* devenaient à leur tour agriculteurs indépendants. Le programme avait cependant un point faible : la progression des immigrés était largement tributaire du *patrão* auxquels ils étaient assignés, si bien que certains jeunes avaient besoin de prolonger leur période de formation. La CAC faisait donc face à un véritable défi : produire un nombre suffisamment important d'agriculteurs qualifiés avec la plus grande régularité possible. Le programme se concrétisa en 1955, lorsque la CAC trouva un accord avec le Service d'Immigration du Brésil (SIB) autour

de l'envoi de 1 500 migrants. Au mois de septembre de la même année, le premier contingent de *Cotia Seinen* d'après-guerre entrait au Brésil. En 1958, les quotas ayant été atteints sans difficulté, le SIB octroya une seconde autorisation à la CAC pour un nouveau contingent de 1 500 agriculteurs. La *Cotia Seinen Imin* fut aussi un programme semi-public car il bénéficiait du soutien logistique de l'État japonais. En effet, l'immigration des *Cotia Seinen* fut exécutée en partenariat avec la Fédération des Associations Ultramarines Japonaises (*Kaikyôren*), un organisme semi-public chargé du recrutement et de l'envoi des ressortissants japonais vers l'étranger.

À partir des années 1970, la coopérative se joindra au développement du Cerrado, grande région de savane s'étendant du nord-est (frontières méridionales de la forêt amazonienne) au sud-est (périphéries des États du São Paulo et du Paraná) du Brésil. En 1987, la CAC comptait près de 15 000 membres, devenant ainsi la plus grande coopérative agricole d'Amérique Latine. Or, subissant les effets de la récession économique que connut le Brésil dans la fin des années 1980, et croulant sous un montant considérable de dettes non soldées, la CAC mit un terme à ses activités en prononçant sa dissolution au mois de septembre 1994 (Ibid.).

2.2.4. L'immigration japonaise après la Guerre en chiffres.

Entre 1951 et 1969, 52 964 Japonais immigrèrent au Brésil (Nihon Imin Gakkai, 2017 : 119-120). Un premier recensement effectué en 1958 détermine que 430 151 *Nikkeijins* résident au Brésil. Parmi eux, 291 398 sont des *Isseis* (immigré de première génération) et 138 636 des *Nisei* (immigrés de seconde génération). L'enquête montre également que la répartition en sexe est assez équilibrée : 223 794 hommes contre 206 357 femmes. Lorsque le dernier navire d'immigrés japonais accosta au Brésil en 1973, on estime que la population des *Nikkeijins* est d'environ 750 000 et que la plupart (75%) vivent dans l'État du São Paulo. Au début des années 1980, la majorité des *Nikkeijins* sont encore des fermiers (51,9%), mais on observe que de plus en plus de *Niseis* et de *Sanseis* (troisième génération) commencent à rejoindre les zones urbaines pour occuper des emplois du tertiaire ou des professions libérales (Tigner, 1981 : 471). Cette tendance est confirmée par un nouveau sondage mené en 1988 qui montre que 11,8% seulement des *Nikkeijins* sont encore agriculteurs. À l'inverse, 27,8% occupent des emplois de bureau, 20,9% travaillent dans le commerce et la vente et 15,5% sont des techniciens spécialisés. Le pourcentage des *Nikkeijins* occupant des emplois spécialisés ou des postes à haute responsabilité est très important. Il en va de même du nombre des étudiants *nikkeis* de l'université de São Paulo (USP) – la meilleure du pays : en 1949, ils représentaient 2,5% de la population totale de l'USP (98 sur 3889) ; en 1988, ce pourcentage atteignit 12,8%

(807 sur 6 286), ce qui est tout à fait remarquable, compte tenu que les *Nikkeijins* comptaient pour moins d'un pourcent de la population totale du Brésil. La diversification des occupations professionnelles, l'élévation du niveau académique et l'ascension sociale accomplie par les nouvelles générations entraîna un changement dans la physionomie des mariages. Entre 1958 et 1962, seulement 14,07% des hommes et 7,36% des femmes *nikkeis* étaient mariés à un Brésilien ou à une Brésilienne sans ascendance japonaise ; en 1988, ce pourcentage grimpa à 45,9%. Enfin, l'augmentation des mariages internationaux et l'intégration des *Nikkeijins* dans divers secteurs de la société générèrent une baisse de l'utilisation du japonais dans les foyers au profit du portugais. En 1958, 60,5% des foyers *nikkeis* établis en campagne et 44,9% des familles résidant en zone urbaine utilisaient encore le japonais. En 1988, la proportion s'inversa : le portugais étaient la première langue dans 66,3% des foyers urbains et 47,8% des foyers ruraux (Maruyama, 2010 : 170-171).

A la fin des années 1980, la communauté *nikkei* avait réussi son intégration dans la société brésilienne où elle avait gagné le respect des autorités et de la population. Cette intégration a également permis la progression de l'industrie japonaise, laquelle se déroula en deux temps. Dans les années 1960, ce furent d'abord plusieurs industries du textile et quelques sociétés commerciales japonaises qui, profitant de la politique d'industrialisation du président Kubitchek, ouvrirent des succursales au Brésil. Le second boom de la pénétration industrielle japonaise intervint dans les années 1970, à la faveur du « miracle brésilien » (1968-1973), une période au cours de laquelle le marché ouvrit grand ses portes aux investissements étrangers. Ainsi, de grands fabricants de produits électroniques japonais, de nouvelles sociétés commerciales, mais aussi des banques et des compagnies d'assurance augmentèrent leurs parts d'investissements dans l'économie brésilienne. Ce fut aussi à cette époque que de grandes entreprises *nikkeis* naquirent se développèrent avec succès au Brésil, avec à leur tête des *Niseis* ou des *Sanseis* ayant atteint un niveau académique élevé grâce aux efforts considérables que leurs parents avaient déployés pour leur éducation (Ibid).

3. La communauté *nikkei* de la municipalité de Castro

3.1 La présence japonaise dans l'État du Paraná

La première trace de peuplement japonais dans l'État du Paraná remonte à l'année 1909, lorsque Matsuoka Kentarô et Sakamoto Eihachi, deux immigrants parvenus à bord du *Kasato Maru* (1908), désertèrent leur plantation du São Paulo – comme nombre avant eux – pour rejoindre la ville de Curitiba. Ils seront suivis par un marchand du

Kumamoto, lui aussi passager du Kasato Maru qui partit travailler à Curitiba pour une courte durée au cours de l'année 1911. Selon des témoignages de la population locale, d'autres Japonais de la première vague vivaient dans la capitale à cette époque, mais nous ne disposons malheureusement pas d'informations détaillées les concernant (de Andrade, 1975).

L'entrée des Japonais dans le secteur agricole du Paraná n'eut lieu qu'à partir de 1915, année où le maire d'Antonina (est de Curitiba) publia une annonce de recrutement pour la future bananeraie de la ville. La compagnie d'émigration Tōyō répondit à l'appel en y envoyant six jeunes Japonais accompagnés de deux interprètes. Mais à leur arrivée, la bananeraie n'avait toujours pas vu le jour et les immigrants décidèrent d'entreprendre la culture du riz sur un terrain concédé ailleurs par la municipalité (Ibid.).

En 1924, Mizuno Ryō, organisateur de l'émigration des premiers immigrants japonais au Brésil, fonda une colonie maraîchères à Chácara Mercedes (banlieue de Curitiba). Il réitéra l'expérience en 1936 à Ponta Grossa, sur des concessions de terres faites par l'État du Paraná. Entre 1930 et 1936, deux colonies japonaises apparurent et une coopérative piscicole vit le jour : la Colonie Shin Tokyo d'Ibaiti (*Ibaichi Shin-Tōyō Shokuminchi*), la Colonie Corte Grande (*Korute Gurande Shokuminchi*) et la Coopérative Piscicole de Paranaguá (*Paranagua Gyogyō Kumiai*) (Yamochi, 1998 : 80-81).

En 1930, trente résidents japonais de la ville de Curitiba créèrent une Association des Japonais (*Nihonjinkai*), laquelle effectua un recensement qui nous permet de savoir qu'à cette époque 67 Japonais, répartis dans 17 familles, habitaient la capitale du Paraná. Des données démographiques compilées en 1933 montrent qu'il y a eu un afflux important de Japonais vers les zones urbaines du Paraná ainsi que dans la proche banlieue de Curitiba. L'émigration des Japonais vers la partie sud du Paraná est donc principalement constituée d'anciens *colonos* des cafétérias du São Paulo qui, à l'issue de leur contrat, se regroupaient pour monter leur propre entreprise dans les zones urbaines ou périurbaines (de Andrade, 1975).

L'immigration japonaise dans le nord du Paraná est quant à elle une immigration de paysans-colons. Les premières colonies japonaises du Nord-Paraná datent des années 1910, mais il faut attendre les années 1930 pour observer un boom de la colonisation nipponne dans cette partie du Brésil. En 1932, la *Burataku* (Burajiru Takushoku Kaisha), compagnie japonaise de colonisation agricole, introduit près de 3 000 d'agriculteurs (600 familles), tous voués à devenir propriétaires terriens dans différentes municipalités du Nord-Paraná : Cambará (250 familles), Bandeirantes (95 familles), Londrina (83 familles), Serra Grande (70 familles) et Congonhas (15 familles). À vrai dire, cette immigration de colonisation fut aidée par un grand plan d'investissement brésilien visant

à établir une liaison ferroviaire entre l'État du São Paulo et les principales zones de production de l'État du Paraná. Réalisé conjointement par la British Brazilian Plantation Syndicate, la North Paraná Land Company et des compagnies de chemin de fer associées, ce projet permit l'ouverture de nouveaux fronts pionniers qui créèrent autant de canaux pour l'immigration étrangère. Cette nouvelle orientation de l'économie brésilienne permit un développement spectaculaire du secteur agricole de la partie nord du Paraná. Les capitaux japonais se joignirent au mouvement en investissant massivement dans l'achat de grandes portions de terre afin d'accélérer le processus de colonisation agricole *nikkei*. Ceci entraîna une croissance considérable de la présence japonaise dans le Paraná, et décida le Japon à ouvrir un Consulat Général à Curitiba en 1940 pour resserrer les liens avec ses ressortissants. L'immigration japonaise fut donc à l'origine du développement officiel des relations diplomatiques entre Tokyo et Curitiba (Yamochi, 1998).

Un recensement officiel publié par l'Université de Tokyo en 1964 nous apprend qu'en 1958 la population des immigrants japonais et de leurs descendants dans l'État du Paraná s'élevait précisément à 78 097 individus. Les deux régions les plus peuplées se situaient dans le nord de l'État : il s'agissait de Londrina (26 847) et Maringá (15 533). Quant à la capitale, Curitiba, elle ne comptait alors que 3 143 *Nikkeijins*. Cette enquête nous indique également que la population des *Nikkeijins* du Paraná est composée majoritairement de descendants d'immigrés japonais (54 676 descendants contre 23 412 immigrants) le plus souvent installés en zones rurales (49 146 ruraux contre 28 951 citadins). En outre, nous pouvons voir que la répartition en sexe est assez équilibrée (40 313 hommes contre 37 784 femmes). Enfin, l'enquête fait état de seulement trois descendants d'immigrés japonais résidant dans la municipalité de Castro en 1958 (de Andrade, 1975). Selon des données plus récentes (2013), environ 150 000 *Nikkeijins* habiteraient dans l'État du Paraná, principalement dans sa partie nord (23 000 à Londrina, 14 000 à Maringá et 3 000 à Assaí) et dans sa capitale, Curitiba (45 000). La population *nikkei* du Paraná a atteint la cinquième génération et constitue la deuxième communauté nippo-brésilienne du Brésil après celle du São Paulo. Aujourd'hui, la majorité des résidents *nikkei* du Paraná travaillent encore majoritairement dans le secteur agricole (Kinenshi Henshû Iinkai, 2015).

La communauté *nikkei* du Paraná a fondé deux grandes associations, toutes deux situées dans la ville de Londrina : une association fondée en 1968 et fédérant les activités culturelles de la communauté, l'Alliance Culturelle Japon-Brésil du Paraná (Parana-shû Nippaku Bunka Rengôkai) ; et la Fédération des Alliances Culturels du Paraná (Parana Bunka Rengô Renmei), créée en 1947 pour promouvoir les rencontres sportives et culturelles organisées par les associations *nikkei* (Ushikubo, 1972). En janvier 2006, ces

deux organismes fusionnèrent pour former l'Alliance Culturelle Japon- Brésil du Paraná (Kinenshi Henshû Inkai, 2015).

En dernier lieu, notons que la contribution des *Nikkeijins* au développement agricole de l'État du Paraná ne fut pas des moindres. En effet, ils ont participé à faire progresser l'élevage du bétail et de la volaille, la culture du soja, mais aussi les cultures maraîchères et fruitières, ainsi que l'horticulture de l'État (de Andrade, 1975). Aujourd'hui, ce sont les descendants des grandes exploitants *nikkei* qui assurent la relève et continuent à faire la richesse du Paraná. La communauté *nikkei* de Castro nous en fournit un bon exemple.

3.2 Naissance et croissance de la communauté *nikkei* de Castro

Les développements qui suivront traiteront successivement de l'histoire de la communauté *nikkei*, de l'éducation des jeunes *Nikkeijins* et enfin des associations culturelles et sportives *nikkeis* de Castro.

3.2.1 Aperçu historique de la communauté *nikkei* de Castro

Castro fut l'un des derniers fronts pionniers investis par les paysans-colons *nikkeis* du Brésil. Cependant, les Japonais et leurs descendants ne furent pas la première communauté étrangère à investir la municipalité de Castro. Quand les premiers immigrants japonais arrivèrent à Castro, la partie ouest de la municipalité avait déjà accueillie Castrolanda, une laiterie fondée en 1951 par une centaine d'immigrés hollandais. À la même époque, Carambei, une autre colonie hollandaise, fondée quant à elle dans la partie est de Castro en 1911, était encore en fonctionnement. Enfin, il existait également une colonie allemande, Terra Nova, située dans la partie méridionale de Castro et dont l'installation remonte à 1933 (Kinenshi Henshû Inkai, 2015).

L'immigration *nikkei* à Castro commença en 1958. Son facteur déclencheur fut l'établissement d'une exploitation de *batata* (pommes de terre de semence) par des membres de la CAC. Dans les années 1950, la *batata* était encore le produit phare de la CAC au Brésil : ses recettes comptaient pour 30 à 40 pourcents du chiffre d'affaires de la compagnie. Malgré un rendement important (trois mois pour une récolte), la culture de la pomme de terre de semence était très délicate. Les paysans *nikkeis* faisaient face à deux difficultés majeures : une forte fluctuation des prix en raison des intempéries et des maladies qui frappaient souvent les récoltes, et la concurrence des pommes de terre de semence en provenance directe des Pays-Bas et d'Allemagne dont la qualité surpassait celle de la *batata* brésilienne. La CAC aurait pu utiliser les circuits d'importations européens pour s'approvisionner avec une pomme de terre plus robuste, mais le coût de

l'opération se révéla trop élevée et les efforts logistiques à déployer trop conséquents.

La CAC décida donc de produire sa propre *batata*. En 1956, quelques membres de la coopérative firent un premier essai à Araucária, ville de l'État de Paraná. Malheureusement, cette première tentative échoua car les semences subirent une invasion microbienne que les *Cotia Seinen* ne purent endiguer. Pour autant, la CAC ne baissa pas les bras. En juin 1958, une enquête de terrain menée par les équipes de la coopérative concluait que le climat de Castro et les propriétés géologiques des sols entourant la ville étaient propices à la culture de la *batata*. La CAC fit donc rapidement l'achat d'un millier d'hectares de terres cultivables dans la partie sud-est de la municipalité, à Maracanan, où, au mois d'août de la même année, huit familles sélectionnées au Brésil parmi les affiliés de la CAC partirent s'installer³. L'installation de ces familles pionnières – qui fourniront plus tard les patrons en charge de la formation des nouveaux arrivants – fut à l'origine de l'apparition de la communauté *nikkei* de Castro, car elle permit l'ouverture d'un nouveau canal d'immigration pour les *Cotia Seinen*, dont la réputation attira à son tour d'autres paysans *nikkeis* depuis différentes régions du Brésil, et parfois même du Japon.

Les huit familles s'installèrent sur la colonie de Maracana, chacune sur un lot préparé avec la demeure. Le premier plantage de tubercules eut lieu au mois de janvier 1959, or, là encore, une épidémie vint contrarier les plans des agriculteurs : ceux-ci escomptaient produire des pommes de terre de semence, mais durent se contenter de les écouler sur le marché comme simples pommes de terre de consommation. Cependant, les *batatas* des *Cotia Seinen* rencontrèrent un franc succès sur le marché légumier où elles furent écoulées à un prix relativement élevé. Ce premier coup d'essai, accidentellement victorieux, fit rapidement la réputation des cultivateurs *nikkeis* de Maracana et motiva la CAC à poursuivre la culture de la pomme de terre de consommation dans la région de Castro. Plus tard dans l'année, les *Cotia Seinen* construisirent un entrepôt de stockage qui devint le centre de la vie économique de la CAC de Castro. En outre, les producteurs formèrent un Groupe de Transport Collectif (GTC) pour acheminer à meilleur coût leur production vers les points de vente désignés (Namura, 2017).

Fort du succès de la *batata*, les *Cotia Seinen* de Castro se lancèrent dans la polyculture grainière : le riz, le maïs, le soja, le blé et le haricot furent ajoutés à la liste des produits exploités par la coopérative. Comme ces cultures grainières avaient besoin d'une infrastructure de battage pour la transformation des produits stockés, la CAC érigea un silo à grain en 1962.

³ Il s'agit des familles Kimura, Yamamoto, Ôkubo, Yamazaki, Nohama, Aikawa, Kaneyama et Azuma (Kinenshi Henshû Iinkai, 2015).

Au début des années 1960, les ventes de la CAC atteignaient déjà des montants records. Par ailleurs, les *Cotia Seinen* parvinrent enfin à produire leur propre pomme de terre de semence. L'exploit eut lieu dans l'État de Santa Catarina (situé au sud du Paraná) et permit à la CAC de vendre une quantité considérable de pommes de terre de semence sur le marché brésilien : sur les quelques 800 000 sacs écoulés par la coopérative à cette époque, près de 240 000 contenaient de la pomme de terre de semence. À partir des années 1970 la CAC entra dans une période de grande prospérité, laquelle dura jusqu'à la fin des 1980. La coopérative tirait la majorité de ses bénéfices de la *batata*, mais pouvait aussi compter sur les profits réalisés par la culture du blé, du riz, de la carotte, de l'ail et, plus tard, du soja (Namura, 2017).

La croissance remarquable de la CAC de Castro et la part correspondante de marché qu'elle s'octroya dans le secteur agroéconomique de l'État du Paraná représenta une véritable prouesse, compte tenu du faible nombre de *Nikkeijins* résidant dans la municipalité de Castro au début des années 1970 : seulement 64 familles, pour la plupart répartie sur les terres agricoles entourant la ville. Deux facteurs semblent pouvoir expliquer cette réussite. Le premier tient au fait que la communauté des producteurs de Castro était constituée à majorité de *Cotia Seinen* (31 des 61 familles *nikkeis* de Castro), c'est-à-dire d'agriculteurs spécialisés recrutés spécialement par l'État japonais et qui, une fois sur place, ont travaillé pendant au moins quatre ans sous la supervision d'un patron aguerri avant de devenir eux-mêmes fermiers indépendants. Le second a rapport au contexte économique du Brésil des années 1960-1970. En effet, l'essor des *Cotia Seinen* de Castro coïncida avec le « miracle brésilien » (1964-1973) : une décennie observant la mise en place d'une politique économique qui fit bondir le PIB du Brésil (11%) et fut à l'origine d'une progression spectaculaire de son secteur agricole. En effet, entre 1960 et 1985, la superficie des terres cultivées passa de 28 à 85 pourcents du territoire national. De surcroît, les exportations agricoles se diversifièrent et, à partir des années 1970, le Brésil partit à l'assaut des terres vierges du Paraná et du Mato Grosso pour accroître le volume de sa production de soja, dont il deviendra le deuxième exportateur mondial en 1986 (Enders, 2008 : 219). Les paysans *nikkeis* de Castro se joignirent à ce miracle économique en se lançant à leur tour dans la « culture conquérante »⁴ du soja à partir de la fin des années 1960. Les *Cotia Seinen* se montrèrent une nouvelle fois à la hauteur du challenge. En 1971, la surface cumulée des cultures *nikkeis* de soja à Castro représentait 750 alqueires (1 815 hectares⁵). À noter que parmi elles, avec une superficie de 350

⁴ L'expression est empruntée à Armelle Enders (2008 : 219).

⁵ Dans cette partie du Brésil, 1 alqueire équivaut en moyenne à 2,42 hectares (Ushikubo).

alqueires (847 hectares), la ferme de Iwashita Yochi était, par sa taille, la plus grande exploitation *nikkei* de la région de Castro (Ushikubo, 1972 : 130).

Lorsque la CAC prononça sa dissolution en 1994, un grand nombre de cultivateurs *nikkeis* affiliés à la coopérative, trop fragiles pour faire cavaliers seuls, abandonnèrent l'agriculture pour une reconversion professionnelle au Brésil, voire, pour certains, au Japon.

En 1995, afin d'assurer la relève de la CAC, dont le dépôt de bilan eut lieu l'année précédente, les anciens membres de la coopérative fondèrent une société à responsabilité limitée, UNICASTRO (Cooperativa Agrícola União Casterense LTDA). L'entreprise ne rivalise désormais plus avec Castrolandia, le mastodonte hollandais qui a d'ailleurs repris les rênes de l'exploitation de la pomme de terre à Castro. En effet, UNICASTRO a quasiment délaissé la *batata* pour se spécialiser dans la culture du soja. Les quelques cultivateurs *nikkeis* de pomme de terre de Castro encore actifs à ce jour ont pris le parti de la sûreté en choisissant l'agriculture sous contrat pour le compte de grandes chaînes de fast-food et de célèbres marques de chips, et ce afin de vendre à prix fixes et, ainsi, se protéger des fluctuations du marché.

Selon un sondage de 2006 (le dernier en date), sur les 29 *Cotia Seinen* qui s'étaient initialement installés à Castro, 18 vivent encore dans la municipalité. Parmi les 11 autres, 10 sont morts, tandis que l'un d'eux est rentré au Japon (Namura 2017).

3.2.2 L'éducation des enfants *nikkeis*

En 1961, un pensionnat ouvrit ses portes dans le centre-ville de Castro pour accueillir les enfants des paysans *nikkeis* qui résidaient en dehors de la ville, dans sa périphérie. Le bâtiment fut construit sur un terrain offert par la mairie de l'époque. Ce pensionnat était ouvert aux élèves *nikkeis*, de l'école primaire à la fin du lycée. Les pensionnaires étaient scolarisés dans les écoles de la ville, mais ils suivaient aussi des cours de japonais à l'intérieur du pensionnat, dans les classes ouvertes à cet effet. L'ensemble du personnel enseignant se composait de professeurs japonais ou *nikkeis*, lesquels organisaient aussi des manifestations sportives et culturelles. En règle générale, les pensionnaires rentraient dans la ferme de leurs parents pour le week-end et les vacances. Ce fut au cours des années 1970 et 1980 – années coïncidant avec l'âge d'or de la CAC – que le pensionnat fut le plus fréquenté, avec en moyenne 150 élèves par an. À partir des années 1990, alors que la CAC était sur le point de fermer ses portes et que de plus en plus de paysans *nikkeis* changeaient de métier ou partaient au Japon, le nombre de pensionnaires amorça un déclin brutal. En 2003, année de sa mise en vente, le pensionnat ne comptait plus que 15 élèves. Aujourd'hui, ses anciens locaux accueillent

une école primaire (Escola Emília Erichsen Junior). Les cours de japonais sont désormais assurés à domicile par des professeurs membres de l'Association Culturelle et Sportive de Castro (Namura 2017).

3.2.3 L'Association Culturelle et Sportive de Castro et l'Association des Jeunes.

L'apparition des deux principales associations de la ville de Castro coïncidait, elle aussi, avec la période de prospérité de la CAC. Il s'agit de l'Association Culturelle et Sportive de Castro (ACEC) et de l'Association des Jeunes (AJ), fondées en 1977 et rattachées au pensionnat. En 1978, l'ACEC fit l'acquisition d'un grand parc foncier sur lequel elle fit construire un grand hall destiné à accueillir les événements culturels organisés par la communauté. Les travaux furent achevés en 1980 et l'ACEC ouvrait officiellement ses portes au public. Il est à noter que l'achat du terrain et les coûts des travaux furent entièrement financés par la CAC, grâce aux énormes profits dégagés par la culture du soja. On observe donc que le développement de la vie culturelle de la communauté *nikkei* était lié à la réussite économique des *Cotia Seinen* et des autres paysans *nikkeis* affiliés à l'ACEC.

L'ACEC fonctionne encore autour de plusieurs départements (social, sportive, culturel, département des épouses et département des jeunes) proposant chacun des activités culturelles et sportives autour du Japon et à l'occasion desquels des collectes de fond sont organisés : Fête du Sushi (mai et septembre), *Undokai*⁶ (juillet) et *Hanami* (août).

Les activités de l'ACEC commencèrent à péricliter dans les années 1990, jusqu'à menacer de s'éteindre. Aussi, à partir des années 2000, afin de revivifier l'association, les membres de l'ACEC prirent l'initiative de planter régulièrement des *sakuras* (cerisiers japonais) en provenance direct du Japon. Actuellement, le terrain de l'ACEC compte plus de 800 *sakuras* issus de 13 variétés différentes. Les cerisiers japonais de Castro attirent bon nombre de visiteurs et permettent aux membres de l'association d'organiser annuellement une « Fête des Sakuras », dont les profits sont reversés directement à l'association. Enfin, en 2002, l'ACEC ouvrit le premier de ses quatre parcours de golf, lequel vint s'ajouter aux autres infrastructures sportives de l'association (terrains de baseball, de volleyball et de futsal). Ainsi, chaque année, aux mois de janvier et février, l'ACEC organise un tournoi de golf amateur qui attire des joueurs *nikkeis* du Paraná et

⁶ Fête sportive organisée dans les écoles du Japon et qui fut importée au Brésil par les immigrants de la première vague. Les *undokais* se sont répandues au Brésil, notamment dans les communautés *nikkeis*, au point que le mot a fait son entrée dans le dictionnaire portugais du Brésil.

d'ailleurs et génère des profits considérables pour l'association (Namura, 2017).

Lors de notre première venue à Castro en août 2018, il nous a été permis de consulter la liste des membres de l'ACEC pour l'année 2017. Sur les 75 membres que comptait l'association seulement 5 n'avaient pas d'ascendance japonaise : à l'exception de quelques *sansei* (troisième génération), la plupart des membres étaient de première et deuxième génération. Enfin, les membres de l'ACEC, avec qui nous avons pu partager quelques discussions, se réjouissaient que de plus en plus de jeunes *Nikkeijins* participaient aux activités culturelles de l'association (Interviews (3), (4), (5), 2018). Ceci témoigne, selon nous, de l'existence d'un désir chez la nouvelle génération de renouer avec la culture de leurs ancêtres, ceux qui ont permis la naissance, le développement et le succès de la communauté *nikkei* de Castro.

4. Conclusion

Malgré leur faible nombre, les *Cotia Seinen* de Castro furent à l'origine d'une des plus puissantes coopératives agricoles du Paraná et d'une communauté figurant parmi les plus prospères du Brésil.

Dans cette étude de contextualisation historique, nous avons tenté de resituer l'immigration japonaise dans le Paraná et la colonisation *nikkei* de la région de Castro dans l'histoire plus grande de la seconde vague d'immigration japonaise au Brésil. Nos développements ont montré que la naissance et le développement de la communauté *nikkei* de Castro résulte d'un programme semi-public d'émigration (*Cotia Seinen Imin*) orchestré par la CAC avec l'appui direct de l'État japonais et qui visait à acheminer des travailleurs spécialisés au Brésil : les *Cotia Seinen*. Organisé avec minutie et prudence, ce programme a fait de la CAC une des plus importantes coopératives agricoles du continent et permit à nombre de ses *Cotia Seinen* de devenir parmi les plus grands exploitants du Brésil méridional et de fonder des communautés dont les descendants sont allés grossir les rangs de la classe moyenne du pays. Cependant, si le succès du programme fut bien réel, il demeure qu'il doit être relativisé. En effet, tous les *Cotia Seinen* n'ont pas embrassé le destin que le Japon et la CAC avait envisagé pour eux.

Lors des deux enquêtes de terrain que nous avons menées à Castro en 2018 et 2019, nous sommes partis à la rencontre de quelques membres de l'ACEC, grâce à l'aide desquels nous avons pu non seulement visiter les locaux de l'association et ceux d'UNICASTRO, mais aussi entrer en contact avec des *Cotia Seinen* et les interviewer. Enfin, en 2019, nous avons pu recueillir le témoignage de deux *Cotia Seinen*, aux destins aussi différents qu'extraordinaires.

Le premier, que nous nommerons Monsieur O, abandonna le programme en

cours de route pour aller embaucher dans diverses entreprises à travers l'État du Paraná, après quoi il revint à Castro où il se maria avec une Brésilienne d'origine italienne. Le couple eut deux enfants qui partagèrent une expérience similaire : tous deux se marièrent avec des Brésiliens n'ayant pas d'ascendance japonaise, eurent plusieurs enfants et travaillèrent pour une période plus ou moins longue au Japon (Interview (1), (2), 2018 ; Interviews (6), (7), (10), 2019).

Le second, que nous nommerons Monsieur K., est l'exemple type du *Cotia Seinen* ayant réussi à Castro. Après avoir travaillé diligemment pendant près de six ans sous la supervision d'un patron de la CAC, Monsieur K. se lance en tant que fermier indépendant. Agriculteur talentueux et travailleur acharné, il connaît un succès fulgurant. Il commence à acquérir d'importantes superficies de terres cultivables où il fait prospérer ses exploitations. Marié à une immigrée japonaise de la première vague, il fonde une famille dans laquelle naissent deux enfants. Il ne nous a pas été donné de nous entretenir directement avec les enfants de Monsieur K., mais nous avons pu apprendre que la fille s'était mariée avec un Hollandais travaillant entre le Brésil et les Pays-Bas pour l'une des plus grosses industries de la ville (Interview (11), 2019).

Nous avons terminé de recueillir le témoignage de K. et de son épouse ; quant au dialogue avec O. et les membres de sa famille – interrompu temporairement par l'épidémie de Covid-19 –, il continue. Cependant, nous pensons être bientôt en mesure de compiler toutes les informations récoltées afin au cours de nos entretiens afin de retracer ces deux vies parallèles dans une étude qui donnera enfin la voix à un *Cotia Seinen*, Monsieur O., dont le parcours diffère radicalement des « exemples » souvent mis en avant dans les publications dédiées aux *Cotia Seinen*.

Références

■ Ouvrages

- Enders, A. (2008). *Nouvelle histoire du Brésil*. Chandeigne.
- Handa, T. (1987). *O Imigrante Japonês : História de Sua Vida no Brasil*. T.A. Queiroz Editor.
- Iacobelli, P. (2017). *Postwar Emigration to South America from Japan and the Ryukyu Islands*. Bloomsbury Academic.
- Kinenshi Henshû Iinkai. (2015). *Cotia Seinen : 60 nen no Kizuna (1955 – 2015)*. Cotia Seinen Renraku Kyôgikai.
- Lone, S. (2001). *The Japanese Community in Brazil, 1908-1940 : Between Samurai and Carnival*. Palgrave Macmillan.
- Maruyama, H. (2010). *Burajiru Nihonimin : Hyaku-nen no Kiseki*. Akashi Shoten.

- Mita, C. (2009). *'Dekasegi' kara 'Dekasegi' he : Burajiru Imin 100nen ni miru Hito to Bunka no Dainamizumu*. Fuji Shuppan.
- Nihon Imin Gakkai. (2018). *Nihonjin to Gaikai Ijû : Imin no Rekishi, Genjô, Tenbô*. Akashi Shoten.
- Ohara, Y. (1967). *Japan and Latin America*. Santa Monica, CA : Rand Corporation.
- Saito, H. (1960). *Burajiru no Nihonjin*. Maruzen.
- Ushikubo, J. (1972). *Parana Nikkei Nijû Shûnen*. Parana Bunka Shuppansha.

▪ **Revues académiques**

- Miteva, Boryana. (2020). The “Second Wave” Nikkei: a resumption of the Japanese emigration to Brazil after World War II. *Revista Inclusiones Vol: 7 num Especial Enero-Marzo*, 58-74.
- Namura, Y. (2017). “Parana-shû Kasutoro-shi no Nikkei komyuniti”. *Rugas Vol.34*, 1-20.
- Tigner, James L. (1981). “Japanese Immigration into Latin America: A survey”, *Journal of Interamerican Studies of World Affairs, Vol.3, No.4 (Nov.)*, 457-482.
- Sims, H.D. (1981). “Japanese postwar migration to Brazil: an analysis of data presently available”, *International Migration Review, Vol.6 (Fall)*, 246-265.
- de Oliveira, M. (2017). “Visages du Brésil méridional : l’immigration polonaise et italienne au Paraná entre la fin du XIXe et début du XXe siècle”, *Confins, 31*, 95-114.
- Kanda, Y. (2000). “Burajiru no Sangyô Kyôdô Kumiai : Nikkeijin zo chûshin to shita Kochia Sangyô Kumiai no katsudô kyôjun”, *Kyôdô no Hakken [en ligne]*, 101.
- Suzuki, T. (2019). “Nihonjin no imin shôshi to Burajiru : Kochia Sangyô Kyôdô Kumai no tsuioku”, *Seikatsu Kyôdô Kumiai Kenkyû*, 522, 43-47.
- Yamochi, Y. (1998). “Nihonjin ni yoru Burajiru, Parana-shû hokubu chihô he no jinkô no haikai : omoni kôhî ni yoru chiiki kaihatsu shi kara ”, *Tenri Daigaku Gakuhô*, 50-1, 75-94.

▪ **Thèses et mémoires**

- de Andrade, J.C. (1975). *A Colônia Esperança : O Japônes na Frente Pioneira Norte-Paranaense*. Mémoire présenté auprès de l’Université de Larbi Tebessi.

▪ **Interviews**

- Interview (1) : Yasuhiro Ômori, 10 août 2018.
- Interview (2) : Yasuhiro Ômori, 11 août 2018.
- Interview (3) : Koike Seiichirô, 12 août 2018.

Interview (4) : Marcio Yamazaki et Akira Ôzako, 13 août 2018.

Interview (5) : Massuda Toshiaki, 13 août 2018.

Interview (6) : Yasushiro Ômori et Rute Ômori, 28 août 2019.

Interview (7) : Yasushiro Ômori et Rute Ômori, 29 août 2019.

Interview (8) : Magali Ômori, 30 août 2019.

Interview (9) : Claiton Ômori, 31 août 2019.

Interview (10) : Yasuhiro Ômori, 31 août 2019.

Interview (11) : Komori, 2 septembre 2019.

〔本研究は JSPS 科研費 JP18H00767（代表：丸山浩明）の助成を受けた〕

Ces travaux ont été effectués dans le cadre d'un projet de recherches financé par le ministère de l'Éducation du Japon et dirigé par Maruyama Hiroaki, professeur des université japonaises à l'Université Rikkyô (Tokyo). (Référence du projet : JP18H00767).